

MÉTALLOS



Février 2013

BULLETIN DU SYNDICAT INDUSTRIEL DES MÉTAUX DE LA RÉGION PARISIENNE (SIM-RP)

33, RUE DES VIGNOLES, 75020 PARIS / MAIL : SIM-RP@CNT-F.ORG / TÉL. : 06 74 17 60 34 / WEB : WWW.CNT-F.ORG/URP

N'ATTENDONS RIEN DES PATRONS ET DE L'ÉTAT : RIEN N'EST À EUX, TOUT EST À NOUS !

PSA n'y va pas par quatre chemins : 1 500 emplois supprimés viennent s'ajouter aux 8 300 de juillet 2012. Voilà la sanction appliquée aux salariés suite à la « mauvaise » stratégie de la direction du groupe. La direction, elle, reste en place, bien sûr.

Renault, aussi dont la direction est critiquée même par des économistes, qui a ouvert des usines en Roumanie, Turquie, Maroc et récemment en Algérie, met en concurrence ses usines européennes d'Espagne et de France. Vous baissez vos salaires à Madrid, vous aurez droit à l'embauche de quelques CDD. Vous ne voulez rien savoir en France, vous aurez quand même droit à des restructurations et à une mobilité forcée entre usines. De plus, 7 500 emplois seront supprimés. Autrement dit, soit le diktat de la mobilité interusines est accepté, soit la grande porte s'ouvre. Mais ce qui se profile, ce sont les deux. Demain, la mobilité forcée, et, après demain, la fermeture de sites... avant 2017, année d'élection présidentielle.

L'industrie métallurgique, que ce soit dans l'automobile ou la sidérurgie, est en train d'être démantelée. Pourtant une centrale syndicale importante et bien connue avait appelé à manifester le 9 octobre pour sauver l'industrie. Depuis : Arcelor, PSA, Renault, Petroplus, Goodyear, et bien d'autres encore ne méritent pas une mobilisation générale pour y faire face ? Difficile ? Oui, surtout quand on a appelé à voter pour ce président, on évite de trop l'ennuyer...

Dans les années 1980, Mitterrand avait commencé le boulot, Hollande le continue. Car, bien sûr, l'État n'a pas vocation à être industriel donc à reprendre des activités car cela serait bien sûr trop coûteux ! 1 milliard pour Florange paraît-il. Mais alors la défiscalisation des entreprises qui paient leurs employés au smic, c'est pas une nationalisation rampante ? Mais alors le crédit d'impôts de 20 milliards aux entreprises, dont Arcelor, PSA, Renault vont aussi bénéficier, c'est pas de la nationalisation rampante ? Non, bien sûr, parce que cet argent, celui de l'État, dans ce cas est gaspillé, jeté par les fenêtres. C'est sans aucune contrepartie. Les entreprises, malgré l'aide de l'État, peuvent sans problème continuer de licencier, restructurer etc. Et bien entendu, rémunérer leurs actionnaires.

Voilà où nous en sommes. L'État au secours des riches, l'État au secours des entreprises, sans aucune contrepartie. La capitalisme domine sans partage, avec un système politique, législatif, syndi-



cal, médiatique à sa botte. Nous ne pouvons rien attendre sinon que des miettes de tous les arsenaux qui ne sont mis en place que pour nous faire avaler la pilule.

La CNT pour sa part n'attend rien de ce système qui ne propose qu'enrichissements personnels, malversations, fraudes en tous genres, contournements des lois, etc., pour continuer de s'enrichir. La CNT pense que d'autres richesses doivent être mises en avant. Des richesses qui ont tellement de valeur qu'elles n'ont pas de prix. La coopération, la solidarité, la mutualisation entre les salariés des usines automobiles et métallurgiques, quels que soit les constructeurs, les marques, les usines, pour faire face à la situation dans laquelle se trouve notre branche industrielle. La réponse doit venir des salariés eux-mêmes, à travers leurs assemblées générales et l'assemblée générale des assemblées. Certes, ne nous voilons pas la face. Le chemin à parcourir est immense. Mais il nous semble que le tenter nous mènera à discuter, et décider ensemble de ce qu'il convient de faire pour nous défendre tous, et non pas s'en tirer individuellement.

Retrouvons notre dignité : ce que nous avons, nous le devons à notre travail. Ce qu'ils ont, ils le doivent aussi à notre travail. Ne nous laissons pas écraser. Rassemblons-nous, unifions-nous et tissons aussi des liens que ce soit avec les usines d'Île-de-France, de France, du Maghreb et des pays de l'Est.

Unis, nous pourrons faire face !



RENAULT : CHANTAGE À L'EMPLOI

Depuis le 4^e trimestre 2012, la direction de Renault et les syndicats se sont réunis pour engager un cycle de négociation, qui a pour but de discuter sur une nouvelle politique « sociale » au sein de l'entreprise.

Par ces discussions, la direction veut changer radicalement l'organisation du travail par plus de flexibilité sur les lieux de production et amener une modification dans la gestion du personnel. Pour préserver la compétitivité de l'entreprise et gérer la sous-activité d'un site, la direction de Renault veut créer deux pôles d'activités, est et ouest, regroupant plusieurs usines. Avec obligation pour les salariés d'accepter une mobilité en cas de baisse de production d'un site pour aller vers une usine où les commandes de voitures augmentent, modifiant ainsi le mode de vie des ouvriers et chamboulant leur vie de famille, avec menace de licenciement s'ils refusent.

La direction veut aussi faire main basse sur nos congés, en restreignant la capitalisation des heures, et décider quand un ouvrier devra prendre des jours de congé suivant les aléas de la production et la gestion d'une équipe (absence, formation, etc.). En outre les jours seront perdus s'ils ne sont pas pris dans l'année (ce qui n'est pas le cas actuellement, puisqu'on peut cumuler les jours d'une année à l'autre), toutes nos heures d'ici là devant être prises avant 2016.

Pour finir le tableau, la direction annonce un gel des salaires en 2013 et une augmentation quasi nulle les années suivantes.

Cette politique « sociale » est inacceptable et devra provoquer une riposte énergique de l'ensemble des salariés du groupe surtout que la direction fait du chantage à l'emploi en menaçant de fermer deux sites si l'accord n'est pas signé.

En réalité, avec la menace de suppression de 7 500 emplois, c'est l'équivalent de plusieurs sites qui vont fermer (deux fois et demi le site de Flins) : croire qu'il n'y aura pas de fermeture d'usine est un leurre. Aussi, la réflexion des salariés, nous semble-t-il, doit prendre en compte cette perspective. Le 23 janvier, les ouvriers en grève de Flins et d'Aulnay ce sont rejoints à l'usine de Flins, paralysant la production pendant une partie de la journée. Un premier pas, mais ne lâchons rien !

Correspondant CNT à Flins



CHEZ LEAR À CERGY, LA CNT DEMANDE AU COMITÉ D'ENTREPRISE D'EXERCER UN DROIT D'ALERTE

En effet, la situation du site est devenue critique : fermeture du site Cergy3, fusion de deux chaînes de montage (A55 et A9), arrêt de l'équipe de nuit à partir du 28 novembre et, enfin, la diminution de la production des sièges, qui passe de 280 à 200 voitures par équipe.

Devant le manque d'information directe de la direction à l'égard des salariés et le silence radio des représentants du personnel, la section syndicale CNT de Lear Cergy a demandé, par voie de tract adressé aux salariés, que le comité d'entreprise exerce un droit d'alerte afin

que des réponses détaillées et des garanties écrites soient données par la direction pour assurer la pérennité du site.

Le CE a donc fait la demande : les « experts » rendront une réponse mi-février. Par contre, la direction reste muette...

La CNT du site appelle les salariés à en finir avec l'individualisme, le chacun pour soi et à établir la solidarité au niveau de Lear mais aussi avec les travailleurs de PSA Aulnay, car nos luttes sont communes !

Section syndicale CNT Lear Cergy

PSA, POISSY, FLINS...

Le 12 décembre 2012 à Poissy, c'est 200 à 300 d'Aulnay qui se sont plantés devant le pôle tertiaire de Poissy pendant quelques heures, bloquant la circulation et pour certains bloquant quelques bureaux du site. 1 500 suppressions d'emplois de plus avait mis le feu aux poudres. Cette action faisait suite à diverses AG à Aulnay et à trois jours de grève au ferrage ainsi qu'à une AG appelant à la grève du zèle.

Ces actions témoignent du fait que quelques centaines d'ouvriers ne sont pas prêts à lâcher et leur poste, et « leur » usine. Pourtant, depuis l'annonce par Média Part en juin 2011 de la fermeture de l'usine tout est fait pour démobiliser les salariés. Cette annonce lâchée depuis longtemps, concrétisée en juillet 2012 à la veille des vacances, par la direction avec 8 300 suppressions d'emplois joue bien sûr contre les salariés. Que fallait-il attendre d'autre de la part de la direction ? Qu'ils prennent des précautions à notre égard ? Qu'ils nous disent voilà 100 000 € pour partir ?

Mais que pouvions-nous attendre des organisations syndicales ? Au moins un combat pour la dignité, pour sortir la tête haute ! En 2013, l'usine aura 40 ans. Peugeot la ferme, car elle s'en fout ! Et bien pas nous !! Que fallait-il attendre de la municipalité d'Aulnay ? De la solidarité, de l'aide, pour garder de l'industrie en région parisienne ? Que nenni, elle fait déjà visiter le site à de futurs repreneurs en tranches du site.

Nous, nous n'attendons rien de personne. Nous, nous pensons que ce sont les salariés eux-mêmes qui doivent décider de leur avenir. Soit d'un avenir en combattant, comme ont su le faire à de nombreuses reprises les générations de métallos qui nous ont précédés, soit d'un avenir en mendiant l'aumône aux Assedic ou aux restos du cœur.

Quelques centaines d'Aulnay poursuivent le combat. À Poissy, puis à Flins, en se joignant aux grévistes de Renault. Ils nous montrent la voie d'un combat difficile mais qui est celui de la dignité de la classe ouvrière.

Arcelor : les vraies raisons de la fermeture de Florange

Mr Mittal à Florange chez Arcelor impose sa loi : aucun repreneur, qu'il soit privé ou public, n'est accepté. De quoi s'agit-il en réalité ? Il s'agit d'optimiser le transport et la logistique afin d'améliorer encore le rendement. Car que vient-on d'apprendre ? Le haut-fourneau de Dunkerque, situé au bord de la mer, redémarre après la fermeture de ceux de Florange en France et celui de Liège en Belgique, eux si éloignés de la mer.